

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2008 B 07388

Numéro SIREN : 413 817 743

Nom ou dénomination : CROWE HAF

Ce dépôt a été enregistré le 31/03/2021 sous le numéro de dépôt 13995

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 8 JANVIER 2021

La soussignée,

SARL ETOILE AUDIT & CONSEIL, représentée par Monsieur Pierre-Antoine AUGER,

Président de la Société,

Rappelle :

- Que suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 8 janvier 2020, les associés ont (i) décidé d'autoriser le Président à attribuer, en une ou plusieurs fois, un maximum de cent quatre-vingt-neuf (189) actions ordinaires de la Société (les « **Actions Gratuites Attribuées** »), (ii) fixé les bénéficiaires et les conditions d'attribution des dites actions et (iii) donné tous pouvoirs au Président aux fins de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital suivant attribution des Actions Gratuites Attribuées;
- Que suivant décisions en date du 8 janvier 2020, le Président a décidé (i) dans les conditions et suivant le Règlement du Plan fixés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 janvier 2020, l'attribution de cent quatre-vingt-neuf (189) actions ordinaires au profit des bénéficiaires et (ii) l'augmentation du capital social d'un montant maximum de quinze mille cent vingt (15.120) euros par incorporation du report à nouveau ;

En conséquence, le Président a pris les décisions suivantes relatives à l'augmentation de capital susvisée :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital suite à l'émission d'Actions Gratuites Attribuées ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs pour formalités.

PREMIERE DECISION

*Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital suite à l'émission d'Actions
Gratuites Attribuées*

Aux termes d'une délibération en date du 8 janvier 2020, l'assemblée générale extraordinaire de la Société (l'« **AGE** ») a autorisé l'attribution gratuite, en une ou plusieurs fois, d'un maximum de cent quatre-vingt-neuf (189) actions ordinaires de la Société (les « **Actions Gratuites Attribuées** ») dans les conditions fixées par l'AGE et par le Règlement du Plan joint en Annexe 1 du procès-verbal de ladite assemblée.

Par cette même délibération, l'AGE a déterminé les bénéficiaires (les « **Bénéficiaires** ») des Actions Gratuites Attribuées et a autorisé le Président à déterminer les incidences sur les droits des Bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des Actions Gratuites Attribuées pendant les périodes d'acquisition (en ce compris, notamment, toute opération de fusion, scission ou toute opération visée à l'article L.225-181 du Code de commerce) et, en conséquence, modifier ou ajuster, si nécessaire, le nombre des Actions Gratuites Attribuées pour préserver les droits des Bénéficiaires et a donné les pouvoirs les plus étendus au Président pour procéder à toutes opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de la (ou des) augmentation(s) de capital et pour procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Par décisions en date du 8 janvier 2020, le Président a décidé (i) l'attribution de cent quatre-vingt-neuf (189) actions ordinaires aux Bénéficiaires suivant les termes et conditions fixées dans le procès-verbal d'AGE et dans le Règlement du Plan et (ii) l'augmentation du capital social de la société d'un montant maximum de quinze mille cent vingt (15.120) euros par incorporation du report à nouveau ; l'augmentation de capital définitive prenant effet à l'expiration des périodes d'acquisitions fixées par l'AGE.

Compte tenu de l'arrivée à échéance, le 8 janvier 2021, de la Période d'Acquisition 1 telle que définie dans le procès-verbal d'AGE, au terme de laquelle sont définitivement acquises par chaque Bénéficiaire, un nombre de vingt et une (21) actions ordinaires de la Société sur la totalité des soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées qui leur sont chacun réservées, le Président constate :

- l'attribution définitive de vingt et une (21) Actions Gratuites Attribuées à Monsieur **David Lucien Isaac KHAROUBI** ;
- l'attribution définitive de vingt et une (21) Actions Gratuites Attribuées à Monsieur **Maxime Karim HAZIM** ; et
- l'attribution définitive de vingt et une (21) Actions Gratuites Attribuées à Monsieur **Thomas Jean CORBINEAU**.

En conséquence, le Président constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société à hauteur d'une somme de cinq mille quarante (5.040) euros correspondant à l'émission de soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées de quatre-vingts (80) euros chacune, par prélèvement sur le report à nouveau.

DEUXIEME DECISION

Modification corrélative des statuts

Le Président, en conséquence des décisions mentionnées ci-dessus, procède à la modification corrélative des statuts de la Société :

Il est ajouté à l'article 6 (Apports - Formation du capital) la stipulation suivante :

Article 6 - Apports - Formation du capital

« Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 8 janvier 2020, des décisions du président de la même date et des décisions du président en date du 8 janvier 2021, le capital social a été augmenté d'une somme de 5 040 euros, pour le porter de 200 000 euros à 205 040 euros, par l'émission de 63 actions ordinaires nouvelles de 80 euros de valeur nominale chacune par prélèvement sur les réserves/bénéfices.

En conséquence, l'augmentation de capital de 5 040 euros fait porter le nouveau capital à 205 040 euros (deux cent cinq mille quarante euros). »

L'article 8 (Capital social- Liste des associés - Répartition des actions) est modifié ainsi qu'il suit :

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

« Le capital social est fixé à la somme de 205 040 euros (deux cent cinq mille quarante euros). Il est divisé en 2 563 actions de 80 euros chacune, souscrites en totalité par les associés et entièrement libérées.

Total du nombre d'actions composant le capital social : 2 563 actions, soit deux mille cinq cent soixante-trois actions.»

Les autres stipulations de l'article 8 demeurent inchangées.

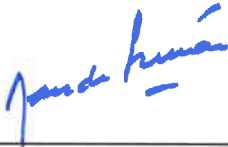
TROISIEME DECISION

Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'extraits ou de copies du procès-verbal constatant ses délibérations à l'effet d'accomplir tous dépôts et publications y afférents.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé et certifié conforme par le Président de la Société.



Le Président

SARL ETOILE AUDIT & CONSEIL

Représentée par Marc DUMOUCHEL de PREMARE

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 8 JANVIER 2020

La soussignée,

SARL ETOILE AUDIT & CONSEIL, représentée par Monsieur Marc DUMOUCHEL de PREMARE,
Président de la Société,

A pris les décisions suivantes relatives à l'attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société et à l'augmentation du capital social :

- Attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société aux salariés ; conditions et modalités de l'opération ;
- Augmentation du capital social par incorporation du report à nouveau et émission d'actions ordinaires à attribuer gratuitement ;
- Pouvoirs pour les formalités.

PREMIERE DECISION

Attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société aux salariés ; conditions et modalités de l'opération

Aux termes d'une délibération en date du 8 janvier 2020, l'assemblée générale extraordinaire de la Société (l'« **AGE** ») a autorisé l'attribution gratuite, en une ou plusieurs fois, d'un maximum de cent quatre-vingt-neuf (189) actions ordinaires de la Société (les « **Actions Gratuites Attribuées** ») conformément au Règlement du Plan joint en Annexe 1.

Par cette même délibération, l'AGE a décidé que le nombre maximum total d'Actions Gratuites Attribuées ne pourra représenter plus de huit pour cent (8%) du capital social, compte non tenu des actions supplémentaires à émettre ou à attribuer pour préserver les droits des Bénéficiaires en cas d'opérations sur le capital de la Société au cours de la période d'acquisition.

L'AGE a également autorisé le Président à déterminer les incidences sur les droits des Bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des Actions Gratuites Attribuées pendant les périodes d'acquisition (en ce compris, notamment, toute opération de fusion, scission ou toute opération visée à l'article L.225-181 du Code de commerce) et, en conséquence, modifier ou ajuster, si nécessaire, le nombre des Actions Gratuites Attribuées pour préserver les droits des Bénéficiaires et a donné les pouvoirs les plus étendus au Président pour procéder à toutes opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de la (ou des) augmentation(s) de capital et pour procéder aux modifications corrélatives des statuts.

En conséquence de ce qui précède, le Président **décide** d'attribuer un maximum de cent quatre-vingt-neuf (189) Actions Gratuites Attribuées conformément aux critères et conditions d'attribution des Actions Gratuites Attribuées fixés par l'AGE le 8 janvier 2020 et rappelés ci-dessous :

(i) Identité des bénéficiaires des Actions Gratuites Attribuées :

- **Monsieur David Lucien Isaac KHARoubi**, expert-comptable, époux de Madame Stéphanie Rose COHEN, né le 6 juin 1985 à Paris 14^e, demeurant 137 rue de Rome, 75017 Paris ;
- **Monsieur Maxime Karim HAZIM**, expert-comptable, époux de Madame Marie Myrna NACHABEH, né le 24 février 1984 à El Mina (Liban), demeurant 16 rue des Lilas d'Espagne, 92400 Courbevoie ;

- **Monsieur Thomas Jean CORBINEAU**, auditeur financier, époux de Madame Marie Sophie Palmyre BERTRAND, né le 15 février 1980 à Suresnes, demeurant 26 rue Truffaut, 75017 Paris ;

(ci-après les « **Bénéficiaires** »).

(ii) Nombre d'Actions Gratuites Attribuées à :

- **Monsieur David Lucien Isaac KHAROUBI**: soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées ;
- **Monsieur Maxime Karim HAZIM**: soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées ;
- **Monsieur Thomas Jean CORBINEAU**: soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées.

(iii) Durée des périodes d'acquisition assorties d'une condition de présence dans la Société :

rappelle que l'AGE a fixé la durée des périodes d'acquisition des actions, assorties d'une condition de présence effective et continue dans la Société, selon les modalités suivantes et pour chaque Bénéficiaire :

- Une première période d'acquisition d'un (1) an à compter de la date d'attribution, au terme de laquelle seront acquises vingt et une (21) actions ordinaires de la Société (la « **Période d'Acquisition 1** ») ;
- Une deuxième période d'acquisition de deux (2) ans à compter de la date d'attribution, au terme de laquelle seront acquises vingt et une (21) actions ordinaires de la Société (la « **Période d'Acquisition 2** ») ;
- Une troisième période d'acquisition de trois (3) ans à compter de la date d'attribution, au terme de laquelle seront acquises vingt et une (21) actions ordinaires de la Société (la « **Période d'Acquisition 3** ») ;

(Ci-après les « **Actions Acquises** ») ;

rappelle que l'AGE a fixé la durée minimale de conservation des Actions Acquises par leur Bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Concernant les Actions Acquises à l'issue de la Période d'Acquisition 1 ci-dessus, la période de conservation sera de trois (3) ans à compter de l'acquisition ;
- Concernant les Actions Acquises à l'issue de la Période d'Acquisition 2 ci-dessus, la période de conservation sera de deux (2) ans à compter de l'acquisition ;
- Concernant les Actions Acquises à l'issue de la Période d'Acquisition 3 ci-dessus, la période de conservation sera d'un (1) an à compter de l'acquisition ;

rappelle que pendant ces périodes de conservation, les Actions Acquises seront inaliénables ; mention en sera faite sur les comptes individuels d'associés des Bénéficiaires ;

décide, conformément aux décisions de l'AGE du 8 janvier 2020, que la présente décision emporte de plein droit, au profit des Bénéficiaires, renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux Actions Gratuites Attribuées ainsi émises.

DEUXIEME DECISION

Augmentation du capital social par incorporation de report à nouveau et émission d'actions ordinaires à attribuer gratuitement

Le Président, usant des pouvoirs conférés par l'AGE décide, la réalisation d'une augmentation de capital pour un montant maximum de quinze mille cent-vingt (15.120) euros par incorporation du report à nouveau bénéfices/réserves dont le montant s'élève à la somme de douze mille sept cent soixante-six euros et quatre-vingt-neuf centimes (12.766,89) euros ainsi qu'il ressort des comptes de la Société arrêtés au 30 septembre 2019.

En représentation de cette augmentation de capital, il est créé cent quatre-vingt-neuf (189) actions ordinaires nouvelles de quatre-vingts (80) euros de valeur nominale chacune qui seront attribuées gratuitement aux personnes désignées par l'AGE, soit à :

- **Monsieur David Lucien Isaac KHAROUBI**: soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées ;
- **Monsieur Maxime Karim HAZIM**: soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées ;
- **Monsieur Thomas Jean CORBINEAU**: soixante-trois (63) Actions Gratuites Attribuées.

Les actions nouvelles seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits.

Conformément à la loi et aux résolutions de l'AGE du 8 janvier 2020, ces actions nouvelles ne seront attribuées définitivement aux Bénéficiaires qu'à l'issue des périodes d'acquisition rappelées dans la décision précédente.

A l'issue de ces périodes, nous constaterons l'augmentation du capital social de la Société et procéderons à la modification corrélative des statuts.

TROISIEME DECISION

Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'extraits ou de copies du procès-verbal constatant ses délibérations à l'effet d'accomplir tous dépôts et publications y afférents.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé et certifié conforme par le Président de la Société.



Le Président

SARL ETOILE AUDIT & CONSEIL

Représentée par Marc DUMOUCHEL de PREMARE

ANNEXE 1

Règlement du Plan

CROWE HAF

Société par actions simplifiée
Au capital de 205 040 euros
Siège social : 85 rue Edouard Vaillant
92300 LEVALLOIS-PERRET
413 817 743 RCS

STATUTS

certifié conforme à l'original
Jacques Fournier
Gossis L&S
Khouta
T. Lohmeier

Statuts en date du 8 janvier 2021
Certifiés conformes à l'original

DF *OLG* *PAH*
RW *AP*

Les soussignés :

La société ETOILE AUDIT & CONSEIL

Au capital de 1 843 100 euros

Ayant son siège social sis au 85 rue Edouard Vaillant à LEVALLOIS-PERRET (92300)

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS 539 993 493

Représentée par Marc DUMOUCHEL DE PREMARE, en qualité de Gérant, dûment habilité à l'effet des présentes

Monsieur Marc DUMOUCHEL DE PREMARE

Né le 5 novembre 1967 à SPEYER (Allemagne)

Demeurant 18 rue Waldeck-Rousseau à ASNIERES SUR SEINE (92600)

De nationalité française

Monsieur Olivier GRIVILLERS

Né le 26 juillet 1969 à DENAIN (59220)

Demeurant 92 rue Baudin à LEVALLOIS-PERRET (92300)

De nationalité française

Monsieur Pierre-Antoine AUGER

Né le 9 octobre 1980 à SAINT-NAZAIRE (44600)

Demeurant 86 avenue de Saint Ouen à PARIS (75018)

De nationalité française

Monsieur David Lucien Isaac KHAROUBI

Né le 6 juin 1985 à PARIS 14^e (75014)

Demeurant 137 rue de Rome à PARIS 17^e (75017)

De nationalité française

Monsieur Maxime Karim HAZIM

Né le 24 février 1984 à EL MINA (LIBAN)

Demeurant 16 rue des Lilas d'Espagne à COURBEVOIE (92400)

Monsieur Thomas Jean CORBINEAU

Né le 15 février 1980 à SURESNES (92150)

Demeurant 25 rue Truffaut à PARIS (75017)

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée constituée par le présent acte.

Handwritten signatures and initials in blue ink, including "TOW", "ALH", and "FALL".

Article 1^{er} - Forme

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce, l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

Article 2 - Dénomination sociale

La dénomination est CROWE HAF.

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée en application de l'article R. 822-39 du code de commerce.

Article 3 - Objet social

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au Tableau de l'Ordre des experts-comptables ;
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dont la détention de participation de toute nature, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, notamment leurs règles de déontologie respectives. A ce titre, la société s'engage à respecter :

- la réglementation liée aux incompatibilités et aux risques de conflits d'intérêts propre à chaque profession,
- l'indépendance de l'exercice professionnel de ses associés et de ses salariés.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à 85 rue Edouard Vaillant à LEVALLOIS-PERRET (92300).

029
MK
VPA
PMT
T6

Il pourra être transféré sur le territoire français par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à **99** années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Les 2 500 actions d'origine représentent des apports en numéraire qui s'élèvent à la somme de 100 000 euros.

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 29 mars 2019 décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2018 de 122 766,89 euros comme suit :

- Capital	100 000	euros
- Réserve légale	10 000	euros
- Report à nouveau créditeur	2 766,89	euros

En conséquence, l'augmentation de capital de 100 000 euros fait porter le nouveau capital à 200 000 euros (deux cent mille euros).

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 8 janvier 2020, des décisions du président de la même date et des décisions du président en date du 8 janvier 2021, le capital social a été augmenté d'une somme de 5 040 euros, pour le porter de 200 000 euros à 205 040 euros, par l'émission de 63 actions ordinaires nouvelles de 80 euros de valeur nominale chacune par prélèvement sur les réserves/bénéfices.

En conséquence, l'augmentation de capital de 5 040 euros fait porter le nouveau capital à 205 040 euros (deux cent cinq mille quarante euros).

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

Le capital social est fixé à la somme de 205 040 euros (deux cent cinq mille quarante euros).

Il est divisé en 2 563 actions de 80 euros chacune, souscrites en totalité par les associés et entièrement libérées.

Total du nombre d'actions composant le capital social : 2 563 actions,
soit deux mille cinq cent soixante-trois actions.

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander au Haut Conseil Du commissariat aux comptes ou à son délégataire en matière d'inscription la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. La compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée est également informée de ces modifications.

Article 9 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seule compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant les professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Article 10 - Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Droits des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

2. Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les associés s'informent mutuellement de leur activité au sein de la société. La communication de ces informations entre associés ne constitue pas une violation du secret professionnel.

3. Engagement de non sollicitation

Tout associé exerçant ou ayant exercé, au sein de la société, à quelque titre que ce soit, toute activité visée aux articles 2 et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 s'interdit de démarcher ou de solliciter, de quelque manière que ce soit, les clients de la société. Il s'interdit pareillement d'accomplir à leur profit toute prestation de même nature, à quelque titre que ce soit.

125 11/10
M 11/10
TO

Par client de la société, on entend toute personne, physique ou morale, au profit de laquelle la société a accompli une ou plusieurs prestations entrant dans son objet à l'époque où l'associé exerçait son activité au sein de la société.

Cette interdiction prend effet dès le début de l'exercice, par l'associé, de son activité au sein de la société et prend fin 24 (vingt-quatre) mois après qu'il a cessé de faire partie de la société.

Article 12 - Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1. Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.
2. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.
3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.
4. L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.
Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 13 - Transmission des actions

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision ordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par tous moyens dans un délai d'un mois avant décision extraordinaire de la collectivité des associés.

OLG
TH
TU
TU

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par tous moyens. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de quinze jours à compter de la date de demande de notification de la demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai d'un an à compter de la notification de la date de refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 14 - Cessation temporaire ou définitive d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au Tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit. Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai d'un an à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du Tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser au-dessous des quotités légales, la part des droits de vote détenus par des personnes visées au premier alinéa de l'article 7, I de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la société saisit le Conseil régional de l'Ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai, qui ne peut excéder deux ans, en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les stipulations de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont pas respectées, l'associé est exclu de plein droit de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel commissaire aux comptes n'ayant pas la qualité d'expert-comptable, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes.

Article 15 - Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président membre de la société, devant répondre aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, et inscrit sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréé dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. Les fonctions du président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président au titre de ses fonctions a une rémunération. Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés. En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

Article 16 - Directeurs généraux

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques, membres de la société, chargés d'assister le président et répondant aux conditions du I de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945. Les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste visée à l'article L. 822-1 du code de commerce ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président. Ses fonctions cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, à l'égard des tiers, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par la collectivité des associés.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéa de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Article 17 - Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18 - Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois à compter du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 19 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 20 - Modalités de la consultation des associés

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents

d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président convoque les associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

Article 21 - Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions existantes.

Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président et des directeurs généraux ;
- approbation des comptes et répartition du résultat ;
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés ;
- agrément d'un nouvel associé ;
- augmentation, réduction et amortissement du capital social.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- dissolution, prorogation, transformation de la société ;
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts ;

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Article 22 - Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports

soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 23 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Article 24 - Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 25 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

029
ML AP TAA
TW PK

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 26 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 27 - Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1. La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.
2. La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.
3. La société prend fin à l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée. Toutefois, la dissolution anticipée peut être décidée par les trois quarts au moins des associés disposant ensemble des trois quarts des voix.
4. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.
5. A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.
Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique

025 PN
* NP
TAA
TW

personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

026
de R
HAA
MC
TO